



L'AFRICOM des Etats-Unis et la militarisation du continent africain : Le combat contre l'implantation économique chinoise

Par [Nile Bowie](#)

Mondialisation.ca, 01 avril 2012

1 avril 2012

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Militarisation](#)

Depuis l'époque de l'Empire Britannique et du manifeste de Cecil Rhodes, la chasse aux trésors de ce continent sacrifié a montré le peu de valeur qu'on attache à la vie humaine. Après des décennies d'indifférence de la part des consommateurs de matières premières, l'influence croissante de la propagande des médias sociaux a éveillé l'intérêt du public envers les problèmes sociaux longtemps ignorés de l'Afrique. Suite à des actions médiatiques de célébrités en faveur de l'intervention, l'opinion publique aux Etats-Unis est actuellement favorable à une plus grande présence militaire sur le continent africain. Après le déploiement d'une centaine de membres du personnel militaire de l'armée étasunienne en Ouganda en 2011, une nouvelle loi a été présentée au Congrès appelant à l'expansion des forces militaires régionales pour combattre l'Armée de Résistance du Seigneur, un groupe rebelle malingre soi-disant coupable de recruter des enfants soldats et de perpétrer des crimes contre l'humanité.

Bien que l'administration Obama affirme accueillir de bon coeur l'ascension pacifique de la Chine sur la scène mondiale, le récent tournant politique en faveur d'un Siècle Américain tourné vers le Pacifique (*) montre que les Etats-Unis veulent garder la capacité de contrôler militairement la puissance émergente. En plus du maintien d'une présence militaire permanente au nord de l'Australie, la construction d'une immense base militaire sur l'île coréenne de Jeju prouve leur antagonisme croissant contre Beijing. La base a la capacité d'accueillir 20 navires de guerre étasuniens et sud-coréens, y compris des sous-marins, des porte-avions, et des destroyers une fois qu'elle sera terminée en 2014 — en plus de la présence du bouclier anti-missiles *Aegis*. Les Chinois ont répondu en qualifiant la militarisation croissante de la région de provocation flagrante.

Sur le front de l'économie, la Chine a été exclue du Traité de Partenariat trans-Pacifique en élaboration ; c'est un accord commercial qui porte sur une réglementation du commerce international en Asie concoctée par les Etats-Unis au bénéfice des firmes étasuniennes. Comme de nouvelles divisions politiques fondamentales émergent suite aux veto chinois et russes contre l'intervention en Syrie au Conseil de Sécurité de l'ONU, l'administration Obama s'est mise à utiliser de nouveaux moyens de pression économique contre Beijing. Les Etats-Unis et le Japon ont demandé à l'Organisation du Commerce International de bloquer les projets d'extraction minière financés par Pékin aux Etats-Unis, une mesure qui s'ajoute au gel du financement des importants projets miniers chinois par la Banque Mondiale.

Afin de contrer l'ascension économique de la Chine, Washington a lancé une croisade contre les restrictions chinoises d'exportations de minéraux qui sont des composants essentiels de produits de consommation électroniques comme les écrans plats, les smart phones, les batteries d'ordinateurs portables et quantités d'autres produits. Dans un livre blanc de 2010, la Commission Européenne parle du besoin urgent de constituer des réserves de tantale, cobalt, niobium, et tungstène entre autres ; le livre blanc du département de l'Energie des Etats-Unis de 2010, « *Stratégie pour les minéraux indispensables aux Etats-Unis* », a aussi reconnu l'importance stratégique de ces composants clés. Comme par hasard, l'armée étasunienne essaie aujourd'hui d'augmenter sa présence dans le pays qui est considéré comme le plus riche en matières premières, la République Démocratique du Congo.

La RDC a énormément souffert au cours de son histoire du pillage étranger et de l'occupation coloniale ; elle a le deuxième plus bas revenu de PIB par personne malgré ses réserves de minéraux bruts estimées à 2400 milliards de dollars. Pendant les guerres du Congo de 1996 à 2003, les Etats-Unis ont fourni des armes et ont entraîné les milices du Rwanda et de l'Ouganda qui ont ensuite envahi les provinces orientales du Congo pour le compte des Etats-Unis. Les différentes multinationales n'ont pas été les seules à bénéficier du pillage, les régimes de Paul Kagamé au Rwanda et de Yoweri Museveni en Ouganda en ont tiré un immense profit ainsi que des guerres congolaises pour les minéraux comme le cassitérite, wolframite, coltan (dont le niobium et le tantale sont dérivés) et l'or. La RDC détient plus de 30% des réserves mondiales de diamants et 80% du coltan mondial dont la plus grande partie est exportée en Chine pour en faire des poudres et des fils de tantale pour la fabrication électronique.

La transformation économique sans précédent de la Chine ne repose pas seulement sur les marchés des Etats-Unis, de l'Australie et de l'Europe — mais aussi sur l'Afrique en tant que source d'une vaste gamme de matières premières. Comme l'influence économique et culturelle chinoise s'étend exponentiellement avec la construction symbolique des nouveaux quartiers généraux de l'Union Africaine d'une valeur de 200 millions de dollars financés uniquement par Beijing, les Etats-Unis en perte de vitesse et ses dirigeants ont exprimé leur mécontentement de voir leur rôle dans la région diminuer. Au cours d'un déplacement diplomatique en Afrique en 2011, la secrétaire d'état étasunienne Hillary Clinton, elle-même, s'est laissée allée à insinuer que la Chine se rendait coupable d'un « nouveau colonialisme » rampant.

A un moment où la Chine détient 1500 milliards de dollars de dette étasunienne, le commentaire de Clinton a la résonance d'une dangereuse provocation. La Chine, qui possède les réserves de devises les plus élevées du monde, commence à proposer des prêts à ses homologues du BRIC en RMB (Renminbi ou Yuan) et l'éventualité d'une résistance des nations émergentes au *Projet du Nouveau Siècle Américain* (**) semble se préciser. Le succès de l'impérialisme anglo-saxon repose sur sa capacité militaire à soumettre les pays en ligne de mire, et les leaders africains d'aujourd'hui ne sont pas obligés de faire des affaires avec la Chine — bien qu'ils aient sûrement intérêt à le faire. La Chine investit annuellement environ 5,5 milliards de dollars en Afrique dont seulement 29% d'investissements directs dans le secteur minier en 2009 —et plus de la moitié dans les usines locales, la finance et la construction, ce qui est aussi très bénéfique aux Africains— en dépit de ce qu'on rapporte sur la maltraitance au travail.

De plus la Chine a consenti 10 milliards de prêts à des taux préférentiels à l'Afrique entre 2009 et 2012 et opéré des investissements significatifs dans les zones industrielles de pays

pauvres en matières premières comme la Zambie et la Tanzanie. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique ; elle importe 1,5 million de tonnes d'huile d'Afrique par jour, ce qui représente environ 30% du total de ses importations. Pendant les dernières décennies, 750 000 Chinois se sont installés en Afrique et des centres culturels financés par l'état chinois ont été créés dans les campagnes pour enseigner le Mandarin et le Cantonais. Selon les prévisions, la Chine sera la plus grande économie mondiale en 2016 et le récent projet de création d'une banque des BRIC pourrait restructurer la scène financière internationale et représenter une menace pour l'hégémonie du Fonds Monétaire International sur les économies émergentes stratégiques d'Afrique.

L'implication économique de la Chine en Afrique s'accroît, et son rôle crucial dans le développement du secteur des minéraux, de l'industrie des télécommunications et des projets d'infrastructures indispensables, commence à susciter « *beaucoup de nervosité* » en Occident selon David Shinn, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Burkina Faso et en Ethiopie. Dans un livre blanc du Département de la Défense de 2011 intitulé « *Les développements militaires et sécuritaires en relation avec le peuple de la république chinoise* », les Etats-Unis reconnaissent que la technologie militaire et informatique chinoise est arrivée à maturité et qu'on peut s'attendre à ce que Beijing soit hostile à l'élargissement de l'alliance militaire des Etats-Unis avec Taiwan. Le document indique aussi que « *L'ascension de la Chine sur la scène internationale sera un élément déterminant du paysage stratégique du début du 21^{ème} siècle* ». De plus, le département de la Défense admet ne pas savoir comment la croissance de la Chine affectera la scène internationale.

Bien que la présence militaire des Etats-Unis en Afrique, (sous le prétexte de combattre le terrorisme et de protéger les Droits Humain) pour contrecarrer spécifiquement l'autorité économique de la Chine dans la région, ne soit pas à même de susciter les mêmes inquiétudes que la présence étasunienne en Corée du Nord ou à Taiwan, elle pourrait engendrer des tensions. La Chine a la plus grande armée du monde (2 285 000 personnes) et se prépare à défier l'hégémonie militaire sur la région du « Siècle Américain dans le Pacifique » avec ses capacités navales et conventionnelles, et en développant entre autres le premier missile balistique anti-navire. De plus la Chine a commencé à tester des systèmes de pointe anti-satellite (ASAT) et anti-missile balistique (ABM) afin d'amener la rivalité étasuno-chinoise sur le terrain de la Guerre Spatiale.

La raison invoquée par les Etats-Unis, à savoir désarmer l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS), pour intervenir en République Démocratique du Congo, dans le Sud du Soudan, en République Centrafricaine et en Ouganda est une escroquerie. La ARS opère depuis plus de deux décennies mais demeure extrêmement faible et ne comporte que 400 soldats. Selon le site *LRA Crisis Tracker* (<http://www.lracrisistracker.com/>) lancé par le groupe des Enfants Invisibles pour documenter la crise sur le terrain, la ARS n'a pas fait une seule action en Ouganda depuis 2006. La vaste majorité des attaques répertoriées ont actuellement lieu dans la région de Bangadi au nord-est de la République Démocratique du Congo, au pied d'une bande de terre qui a trois frontières entre la République Centrafricaine et le Soudan du Sud.

L'existence de l'Armée de Résistance du Seigneur doit être sérieusement remise en cause car les cas d'activité de l'ARS rapportés par le groupe des Enfants Invisibles soutenu par le Département d'Etat étasunien reposent sur des témoignages non vérifiés — il s'agit plutôt de présomptions et de soupçons que de certitudes. Etant donné l'extrême instabilité qui règne au nord de la RDC après des décennies d'invasion étrangère et d'innombrables insurrections rebelles, le pays n'a pas les moyens de mener une enquête qui permettrait de

confirmer la présence de l'ARS. Joseph Kony mérite peut-être d'être traité en scélérat mais on ne dira jamais assez que la menace que représente l'ARS a été complètement déformée dans les derniers textes de lois étasuniens en faveur de l'intervention. L'augmentation de la présence étasunienne dans la région a pour but de contrecarrer l'expansion de la présence économique de la Chine dans un des secteurs les plus riches en minéraux et autres ressources.

L'Armée de Résistance du Seigneur a été créée en 1987, au nord-ouest de l'Ouganda, par des membres du groupe ethnique Acholi autrefois exploité par les colons britanniques pour du travail forcé et marginalisé après l'indépendance par le groupe national dominant des Bantous. L'Armée de Résistance du Seigneur avait au départ pour but de renverser le gouvernement du Président Ougandais actuel, Yoweri Museveni – à cause d'une campagne de génocide menée contre le peuple Acholi. Les groupes Acholi et Langi du nord de l'Ouganda ont été historiquement maltraités et ostracisés par les administrations successives soutenues par les Anglo-Américains. En 1971, les agences de renseignement israéliennes et britanniques ont fomenté un coup d'état contre le président socialiste Milton Obote, qui a conduit au désastreux régime de Idi Amin.

Avant de déposer Obote et de se déclarer chef de l'état, Amin était un membre du régiment colonial britannique chargé d'administrer des camps de concentration au Kenya pendant la révolte Mau Mau qui s'est déclenchée en 1952. Amin a massacré le peuple Acholi parce qu'il le soupçonnait d'être loyal à l'ancien président Obote qui est d'ailleurs revenu au pouvoir en 1979, après qu'Amin ait essayé d'annexer la province de Kagera de la Tanzanie voisine. Museveni a fondé le Front du Salut National qui a contribué à renverser Obote avec le soutien étasunien en 1986, en dépit du fait que son armée utilisait des enfants soldats. Museveni a d'abord pris le pouvoir puis il a été accusé de génocide parce qu'il avait enfermé le peuple Acholi dans des camps pour s'approprier la terre fertile du nord de l'Ouganda.

Le régime de Museveni a déplacé environ 1,5 million d'Acholis et tué au moins 300 000 personnes en prenant le pouvoir en 1986 selon la Croix Rouge. En plus d'être accusé d'utiliser le viol comme arme de guerre et d'avoir laissé mourir des milliers de personnes dans des camps d'internements insalubres, Museveni a été accusé de terrorisme d'état à l'encontre du peuple Acholi dans un rapport d'Amnesty International de 1992. Au cours d'une interview en 2006, Joseph Kony a nié avoir mutilé et torturé qui que ce soit et a, au contraire, accusé les forces de Museveni d'avoir commis de tels actes pour s'en servir comme propagande contre l'Armée de la Résistance du Seigneur.

Dans un rapport détaillé sur les atrocités commises par Museveni, l'écrivain ougandais, Herrn Edward Mulindwa écrit : « *En 22 années de guerre, l'armée de Museveni a tué, estropié et mutilé des milliers de civils tout en accusant les rebelles de ces crimes. Dans le nord de l'Ouganda, au lieu de défendre et de protéger les civils contre les rebelles, les soldats de Museveni estropiaient, mutilaient et commettaient les pires atrocités en se faisant passer pour des rebelles, puis revenaient et prétendaient que les gens leur devaient leur salut.* » Malgré tant de preuves de brutalité, Museveni est un fidèle allié des Etats-Unis depuis l'administration Reagan et il a reçu 45 millions de dollars en aide militaire de la part de l'administration Obama pour la participation de l'Ouganda dans la guerre contre la milice somalienne al Shabaab. Depuis le terrible échec de l'intervention étasunienne de 1993 en Somalie, les Etats-Unis y défendent leurs intérêts par l'intermédiaire des armées du Rwanda, de l'Ouganda et de l'Ethiopie.

Depuis l'époque coloniale, l'Occident à l'habitude d'exploiter les différences ethniques

d'Afrique pour faire avancer ses intérêts. Au Rwanda, l'administration coloniale belge a exacerbé les tensions entre les Hutus, réduits à une sorte de servage, et les Tutsis qui étaient considérés comme le prolongement du pouvoir belge. Dès le début de la guerre civile au Rwanda en 1990, les Etats-Unis ont essayé de renverser Juvénal Habyarimana, le président Hutu en place depuis 20 ans, pour mettre en place un gouvernement tutsi à leurs ordres au Rwanda, une région historiquement sous l'influence de la France et de la Belgique. A cette époque antérieure à la guerre civile rwandaise, le Front Patriotique des Tutsis du Rwanda (FPR) dirigé par l'actuel président du Rwanda, Paul Kagame, faisait partie des Forces de Défense du Peuple Uni de Museveni (FDPU).

L'armée ougandaise a envahi le Rwanda en 1990 sous prétexte de libérer les Tutsis malgré le fait que Museveni ait refusé d'accorder la nationalité aux réfugiés tutsis-rwandais qui vivaient en Ouganda à ce moment-là, une décision qui a contribué au déclenchement du génocide rwandais de 1994. Kagame lui-même avait été entraîné au *U.S. Army Command and Staff College* (CGSC) de Leavenworth au Kansas avant de revenir dans la région pour diriger l'invasion de 1990 du Rwanda comme commandant du FPR (l'armée d'opposition au gouvernement rwandais de Habyarimana ndt) qui était approvisionné à partir de bases militaires des FDPU (*l'armée ougandaise ndt*) financées par les Etats-Unis en Ouganda. L'invasion du Rwanda était soutenue sans réserve par les Etats-Unis et l'Angleterre, et les Forces Spéciales étasuniennes assuraient l'entraînement des soldats avec le concours de la firme de mercenaires étasunienne, Military Professional Resources Incorporated (MPRI).

Une étude publiée en 2000 par le Professeur canadien Michel Chossudovsky et l'économiste belge, Pierre Galand, montre que les institutions financières occidentales comme le FMI et la Banque Mondiale ont procuré des fonds aux deux camps de la guerre civile rwandaise grâce à un système de financement des dépenses militaires par la dette extérieure des régimes de Habyarimana et de Museveni. En Ouganda, la Banque Mondiale a imposé, dans l'intérêt de Washington, des mesures d'austérité seulement sur les dépenses civiles tout en veillant à ce que les revenus de l'état soient consacrés à l'armée ougandaise (FDPU). Au Rwanda, les nombreux prêts de développement consentis par des filiales de la Banque Mondiale comme l'Association de Développement International, le Fond de Développement Africain et le Fond de Développement Européen ont été détournés au profit de la milice Hutu extrémiste Interhamwe, principal acteur du génocide rwandais.

Plus troublant encore peut-être, la Banque Mondiale a supervisé d'énormes achats d'armes qui ont été enregistrés comme des dépenses gouvernementales bona fide en violation flagrante des accords signés entre le gouvernement rwandais et les institutions donatrices. Sous le contrôle de la Banque Mondiale le régime de Habyarimana a importé environ un million de machettes par l'intermédiaire de diverses organisations reliées à Interhamwe sous prétexte d'importer des marchandises civiles. Pour assurer leur règlement, un fond de placement multilatéral de 55,2 millions de dollars a été assigné aux efforts de la reconstruction d'après guerre mais l'argent, au lieu d'être envoyé au Rwanda, a été remis à la Banque Mondiale pour rembourser les dettes créées par le financement des massacres.

De plus, quand Paul Kagame est arrivé au pouvoir, Washington a fait pression sur lui pour qu'il reconnaisse comme légitime les dettes contractées par l'ancien régime génocidaire de Habyarimana. L'échange d'anciens prêts contre de nouvelles dettes (sous l'égide de la reconstruction d'après guerre) a été conditionné à l'acceptation d'une nouvelle vague de réformes dictées par le couple FMI/Banque Mondiale, et des fonds extérieurs ont été détournés de la même manière au profit des dépenses militaires qui ont précédé l'invasion du Congo (alors appelé Zaïre) dirigée par Kagame. Au moment où les législateurs actuels de

Washington tentent d'intensifier la présence militaire étasunienne dans la RDC sous des prétextes humanitaires, le comportement ignoble -et amplement documenté- des services secrets et des paramilitaires occidentaux au Congo depuis son indépendance, prouve s'il en était besoin que le but de l'intervention occidentale est l'exploitation pure et simple et rien d'autre.

En 1961, Patrice Lumumba, le premier Premier Ministre du Congo à être élu légalement, a été assassiné avec l'appui des services secrets belges et de la CIA, pavant le chemin au règne de 32 ans de Mobutu Sese Seko. Pour essayer de purger le Congo de l'influence culturelle coloniale, Mobutu a renommé le pays Zaïre et a instauré un régime autoritaire étroitement allié à la France, la Belgique et les Etats-Unis. Mobutu était considéré comme un allié fidèle des Etats-Unis pendant la Guerre Froide à cause de son positionnement anti-communiste ; le régime a reçu des milliards d'aide internationale, notamment étasunienne. Sous son administration les infrastructures se sont détériorées et la kleptocratie zaïroise a détourné les aides et les prêts internationaux ; Mobutu lui-même aurait 4 milliards de dollars sur un compte suisse.

Les relations entre les Etats-Unis et le Zaïre se sont réchauffées à la fin de la Guerre Froide quand ils n'ont plus eu besoin de Mobutu comme allié ; Washington a plus tard utilisé le Rwanda et l'Ouganda pour envahir le Congo, renverser Mobutu et installer à sa place un régime complaisant. Suite au conflit du Rwanda, 1,2 millions de civils hutus (dont beaucoup avaient pris part au génocide) sont passés dans la province Kivu de l'est du Zaïre pour échapper aux poursuites de l'Armée Patriotique du Rwanda (APR) tutsi de Paul Kagame. Les forces spéciales étasuniennes ont entraîné les troupes rwandaises et ougandaises à Fort Bragg aux Etats-Unis et ont soutenu les rebelles congolais du futur président Laurent Kabila. Sous prétexte de sauvegarder la sécurité nationale au Rwanda contre la menace des milices hutus, des troupes du Rwanda, d'Ouganda et du Burundi ont envahi le Congo et se sont déchaînées dans les camps de réfugiés hutus, massacrant des milliers de civils hutus rwandais et congolais dont beaucoup de femmes et d'enfants.

Les rapports de brutalité et de meurtres de masse au Congo ont rarement été pris en compte par l'Occident parce que la communauté internationale appréciait Kagame et avait pitié des victimes tutsis rwandaises du génocide. Halliburton et Bechtel (des firmes militaires privées qui ont tiré un énorme profit de la guerre d'Irak) ont participé aux opérations d'entraînement et de reconnaissance destinées à renverser Mobutu et mettre Kabila à sa place. Après avoir déposé Mobutu et pris le contrôle de Kinshasa, Laurent Kabila a éradiqué toute opposition et est devenu un leader tout aussi despotique ; il s'est détourné de ses alliés rwandais et a appelé les civils congolais à purger par la violence la nation des Rwandais, en conséquence de quoi les forces rwandaises se sont regroupées à Goma pour tenter de conquérir les terres riches en ressources du Congo oriental.

Avant de devenir président en 1997, Kabila a envoyé des représentants à Toronto pour discuter de projets miniers avec American Mineral Fields (AMF) et la multinationale canadienne Barrick Gold Corporation ; il a octroyé à AMF, qui avait des liens directs avec le président étasunien Bill Clinton, un permis d'exploitation exclusif pour le zinc, le cobalt et le cuivre de la région. Les Guerres Congolaises menées par le Rwanda et l'Ouganda ont fait 6 millions de victimes, le plus grand génocide depuis l'holocauste juif. L'occident a soigneusement entretenu le conflit par de l'aide financière et militaire pour s'approprier les énormes ressources minières de l'est et du sud du Congo ; l'industrie de la Défense étasunienne a besoin d'alliages de métaux de haute qualité de cette région pour la construction de moteurs de jets de haute technicité.

En 1980 des documents de Pentagone signalaient le manque de cobalt, titane, chrome, tantale, béryllium et nickel ; c'est principalement pour s'en procurer que les Etats-Unis ont participé au conflit congolais. La seule loi que le président barak Obama a initiée quand il était sénateur est S.B. 2125, l'Acte sur la libération, la sécurité et la promotion démocratique de la République Démocratique du Congo, en 2006. Dans cet acte Obama dit que le Congo représente un intérêt à long terme pour les Etats-Unis et il fait référence à la menace des milices hutus comme le meilleur prétexte à l'ingérence continuelle dans la région ; La section 201(6) de l'acte appelle spécifiquement à la protection des ressources naturelles de la RDC orientale.

Le rapport « Cobalt : les options politiques pour la stratégie minérale » du Bureau du Budget du Congrès publié en 1982 indique que les alliages à base de cobalt sont absolument indispensables aux industries de l'armement et aérospatiales et que 64% des réserves de cobalt se trouvent dans la *Copperbelt* (ceinture de cuivre) katangaise, qui va du sud-est du Congo au Nord de la Zambie. Pour cette raison, l'avenir du complexe militaro-industriel étasunien dépend largement du contrôle des ressources stratégiques de la RDC orientale. En 2001, Laurent Kabila a été assassiné par un membre de la sécurité, et son fils Joseph Kabila a usurpé la présidence. La légitimité du jeune Kabila repose uniquement sur le soutien de chefs d'état étrangers et de la communauté d'affaires internationale en échange de sa complaisance à les laisser piller son pays.

Pendant les élections générales du Congo de novembre 2011, la communauté internationale et l'ONU n'ont évidemment pas fait état des irrégularités massives observées par le comité électoral. La Mission de l'ONU pour la stabilisation et l'organisation de la République Démocratique du Congo (MONUSCO) a été si tellement soupçonnée de corruption que le leader de l'opposition Étienne Tshisikedi lui a demandé d'arrêter de couvrir le système international de pillage et de nommer quelqu'un « *de moins corrompu et de plus crédible* » à la tête de la mission. MONUSCO a été salie par le fait que beaucoup de soldats de l'ONU faisaient la contrebande de minéraux comme la cassitérite et vendaient des armes aux groupes de miliciens.

Sous le jeune Joseph Kabila, les activités commerciales entre la Chine et la RDC ont augmenté de manière significative, non seulement dans le secteur minier mais aussi énormément dans le domaine des télécommunications. En 2000, la firme chinoise ZTE a finalisé un contrat de 12,6 millions de dollars avec le gouvernement congolais pour mettre en place la première entreprise de télécommunications sino-congolaise ; de plus, la RDC a exporté du cobalt pour une valeur de 1,4 milliards de dollars en 2007-2008. La plus grande partie des matières premières, comme le cobalt, le cuivre et différents bois durs, sont exportées en Chine pour y être traitées et 90% des usines de traitement du sud-est de la province Katanga appartiennent à des Chinois. En 2008, un consortium d'entreprises chinoises a obtenu des permis d'extraction minière dans la province Katanga en échange d'un investissement de 6 milliards de dollars pour la construction de deux hôpitaux, quatre universités et un projet d'énergie hydraulique.

Dans le cadre du contrat, 3 millions supplémentaires étaient alloués au développement de l'extraction du cobalt et du cuivre dans la province Katanga. En 2009, le FMI a exigé la renégociation du contrat sous prétexte que l'accord entre la Chine et la RDC violait le programme d'aide pour la dette étrangère des pays qualifiés de PPTE (pays pauvres très endettés). La vaste majorité des 11 milliards de dollars de la dette étrangère que la RDC doit au Club de Paris a été détournée par le précédent régime de Mobutu Sesi Seko. Le FMI a réussi à bloquer l'accord en mai 2009 et a demandé que soit réalisée une meilleure étude

des concessions de minerais de la RDC.

les Etats-Unis sont en train de mobiliser l'opinion publique en faveur d'une plus grande présence étasunienne en Afrique, sous prétexte de capturer Joseph Kony, de mettre fin au terrorisme islamique et de régler des problèmes humanitaires anciens. Les campagnes émotionnelles des médias sociaux réussissent à convaincre les Américains qu'il faut empêcher ces atrocités mais peu d'entre eux se rendent compte du vrai rôle que jouent les Etats-Unis et les institutions financières occidentales dans le déclenchement des tragédies qu'ils prétendent maintenant solutionner. Beaucoup de personnes sincèrement inquiètes s'engagent naïvement dans des organisations qui militent pour la guerre, en oubliant que l'armée qui sera installée au coeur de l'Afrique utilisera des drones Predator et tirera des missiles qui, on le sait, font énormément de victimes civiles.

La consolidation de la présence étasunienne dans la région fait partie d'un programme plus large qui a pour but d'étendre le pouvoir d'AFRICOM, le commandement militaires des Etats-Unis pour l'Afrique, à travers un archipel de bases militaires dans la région. En 2007, le conseiller du Département d'Etat, J. Peter Pham, a défini ainsi l'objectif stratégique d'AFRICOM : « *Protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques que l'Afrique possède en abondance, ce qui signifie d'une part protéger ces richesses naturelles fragiles et d'autre part s'assurer qu'aucune autre nation telle que la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie n'obtienne de monopole ou de traitement de faveur.* » De plus, pendant une conférence d'AFRICOM à Fort McNair le 18 février 2008, le vice-amiral Robert T. Moeller a ouvertement déclaré que le principe directeur d'AFRICOM était d'assurer « *la libre circulation des ressources naturelles africaines sur le marché mondial* » avant d'ajouter que la montée en puissance de la Chine représentait une menace majeure pour les intérêts étasuniens dans la région.

L'intensification de la présence étasunienne en Afrique centrale, n'est pas seulement destinée à s'assurer des monopoles sur les réserves de pétrole nouvellement découvertes en Ouganda ; la légitimité de Museveni repose sur le soutien de l'étranger et son aide militaire massive — les forces étasuniennes au sol n'ont pas pour mission d'obtenir de juteux contrats de pétrole de Kampala. La pénétration dans le coeur de l'Afrique a pour but de déstabiliser la République Démocratique du Congo et de mettre la main sur des réserves de cobalt, tantale, or et diamants. Plus précisément, les Etats-Unis se proposent d'utiliser la politique de la terre brûlée en créant une situation de guerre au Congo qui chassera tous les investisseurs chinois. A l'image du conflit libyen, où les Chinois, quand ils sont revenus après la chute de Kadhafi, ont trouvé un gouvernement fantoche qui ne voulait faire des affaires qu'avec les pays occidentaux qui les avaient portés au pouvoir.

D'une part les Etats-Unis usent de leur influence pour favoriser l'émergence d'états séparatistes comme le Soudan du Sud et d'autre part, les activités de al Shabaab en Somalie, de Boko Haram au Niger et de plus grands groupes de AQMI en Afrique du nord offrent aux Etats-Unis un bon prétexte pour s'ingérer davantage dans les affaires de la région. La mission dévolue au premier président noir des Etats-Unis est d'exporter ostensiblement la guerre théâtrale contre le terrorisme sur le continent africain pour exploiter les tensions tribales, ethniques et religieuses existantes. Comme les théoriciens de la politique étasunienne tels que Henry Kissinger le proclament volontiers, « *La dépopulation du tiers-monde devrait être la priorité essentielle de la politique étrangère étasunienne* » ; les vastes espaces de désert et de jungle du nord et du centre de l'Afrique serviront sans nul doute de scène de théâtre aux guerres pour les ressources naturelles de la prochaine décennie.

Nile Bowie

Article original en anglais :



[USAFRICOM and the Militarization of the African Continent: Combating China's Economic Encroachment](#)

- by Nile Bowie - 2012-03-23

Traduction : Dominique Muselet pour [Le Grand Soir](#)

Note :

* <http://euro-synergies.hautetfort.com/tag/oc%C3%A9an%20pacifi...>

** <http://onegus.blogspot.fr/2007/07/pnac-mein-kempf-neoconserv...>

Nile Bowie est journaliste, photographe et écrivain indépendant. Il est basé à Kuala Lumpur en Malaisie.

<http://nilebowie.blogspot.fr/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Nile Bowie](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Nile Bowie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca